

Le trotskysme dans l'histoire

Jean-Marie Vincent

Critique communiste n°172 (printemps 2004)

Des nombreuses oppositions communistes qui sont apparues depuis les années vingt le trotskysme est le seul courant qui, après le naufrage du « socialisme réel », ait conservé un rayonnement international et une certaine assise théorique (ce qui n'est pas le cas des quelques organisations maoïstes subsistant aujourd'hui). Les raisons de cette survie, malgré déboires et divisions récurrentes, ne sont pas trop difficiles à saisir. Le trotskysme s'est opposé avec constance au stalinisme sans jamais rompre les amarres avec la révolution d'Octobre et le communisme. Cela ne veut pas dire pour autant que cette survie le laisse en bon état, ni que les trotskystes aient véritablement prise sur les événements en tant que trotskystes. Ceux qui veulent combattre le capitalisme ne se tournent pas massivement vers le trotskysme en tant que théorie et que

pratique, même s'il n'y a pas de théorie et de pratique globales qu'on pourrait substituer à ce trotskysme qui n'arrive pas à convaincre.

Il y a là un paradoxe qu'il faut expliquer, et qu'on ne peut surtout pas expliquer par les séquelles d'un passé d'isolement et de persécutions. **Si l'on veut être sérieux, il faut remonter aux défaillances des trotskystes dans l'appréhension du monde auquel ils étaient confrontés. Ce sont les insuffisances de leurs analyses qui doivent être passées au crible pour essayer d'élucider les conditions du dépassement du communisme historique.** Les trotskystes revendiquent hautement leur fidélité à la révolution d'Octobre 1917, dont ils font un modèle qu'auraient à suivre les révolutions à venir. Mais il est frappant de voir que cette révolution n'est jamais considérée dans ses inachèvements, dans ses fai-

blesses, mais seulement dans ses réussites éclatantes (les conseils, les soviets, le double pouvoir). On parle peu des effets ravageurs de la guerre civile sur la culture politique du bolchevisme, de la tendance à voir dans la violence systématisée et organisée un instrument privilégié pour transformer les rapports sociaux, et dans le volontarisme du parti et de l'État un moyen essentiel de mobilisation des masses populaires. Toutes choses qui firent que la révolution venue d'en bas s'est très vite transformée en révolution d'en haut.

LA FIDÉLITÉ

À OCTOBRE 1917

C'est ainsi qu'ont pu se mettre en place des mécanismes d'autodestruction de la révolution, puissamment aidés par les effets politiques et sociaux du communisme de guerre : quasi-disparition de la classe ouvrière, effondrement des structures industrielles... Lénine, Trotsky et la plupart des dirigeants bolchéviques n'avaient évidemment pas la prétention d'édifier une société socialiste à partir de telles conditions. Leur préoccupation était de tenir jusqu'à ce qu'éclate la révolution dans les principaux pays capitalistes. Comme on le sait, l'opportunisme des dirigeants social-démocrates, mais aussi l'impréparation stratégique et politique de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier en ont décidé autrement. Les secteurs les plus radicaux (Rosa Luxemburg, Anton Pannekoek, Karl Radek) avaient essayé de penser, contre le fétichisme du parlementarisme, l'arme de la grève politique de masse, mais ils n'avaient pas ressenti la nécessité de démonter, pour les combattre, tous les mécanismes d'hégémonie bourgeoise (hégémonie culturelle, poids des représentations dominantes de la

société, captation de la représentation politique par des institutions élitistes). Face à des crises révolutionnaires déroutantes, inaccomplies et accompagnées de la montée des forces contre-révolutionnaires, il était tentant de recourir à un modèle mythique de la révolution d'Octobre pour forcer le sort et parvenir à la prise du pouvoir (la surestimation de l'insurrection armée)

La défaite du Parti communiste allemand en octobre 1923 est de ce point de vue paradigmatique. Il avait préparé dans des conditions d'improvisation confondante une insurrection qui devait s'appuyer sur des conseils d'entreprises et des gouvernements régionaux de front unique. Mais ni les préparatifs militaires, ni la préparation politique n'avaient de réelle consistance, si l'on tient compte de l'impréparation de l'immense majorité de la classe ouvrière. En catastrophe, la direction du Parti communiste allemand a décommandé l'ensemble des opérations. L'après-guerre des crises révolutionnaires était terminé et la Russie soviétique largement réduite à ses seules forces, des forces très faibles et très largement désorientées. Le parti qui avait dirigé la révolution d'Octobre était moribond, profondément parasité et gangrené par la fraction bureaucratique de Staline. Le décès de Lénine a signé son arrêt de mort, même si l'Opposition de gauche, très marginalisée, a pu défendre l'héritage déjà dilapidé d'Octobre 1917 jusqu'à 1927. La liquidation de la NEP en 1928 fut de façon très caractéristique une véritable guerre menée par le Parti-Etat contre la société soviétique. Elle a eu deux objectifs essentiels, l'atomisation de la classe ouvrière et la déstructuration de la paysannerie (bourgeoisie et grands propriétaires fonciers ayant pratiquement dispa-

ru). La contre-révolution à son paroxysme (entre 1934 et 1938) a même cherché à éradiquer toute possibilité d'échanges politiques entre les différents secteurs de la société, et elle a en grande partie réussi.

RETOUR SUR LE SYSTEME

STALINIEN

Le système stalinien a été ébranlé par la Seconde Guerre mondiale en raison du desserrement de nombreux contrôles policiers et idéologiques. Mais les pertes, les destructions ont revêtu une telle ampleur qu'elles ont freiné et fortement entravé la réapparition de véritables joutes politiques. Staline a pu ainsi recourir de nouveau aux méthodes des purges et épurations massives (affaire de Léninegrad en 1947-1948). À la veille de sa mort, en 1953, il préparait d'ailleurs de nouveaux procès de Moscou à grand spectacle pour parachever cette remise en ordre. Mais l'URSS de 1953 supportait de plus en plus mal l'état d'exception permanent (y compris la majeure partie de la nomenklatura) et la mort du tyran s'est très vite traduite par une mutation profonde du régime. Le Goulag, déjà miné de l'intérieur comme l'a montré Moshe Lewin dans *Le Siècle Soviétique*, a été très vite liquidé par Béria, puis Khrouchtchev, en l'espace de quelques mois. Quelque temps après, la déstalinisation (en 1956 et en 1961) a pu laisser espérer que l'URSS pourrait se réformer en profondeur. Il n'en a rien été parce que, derrière la discontinuité avec le régime façonné par Staline, il y avait beaucoup de continuité. Sous Khrouchtchev comme sous Brejnev, la nomenklatura s'est arc-boutée à un État qu'elle ne voulait plus terroriste, mais toujours le sien. Les plus lucides de ses représentants percevaient qu'en l'absence de la terreur stali-

nienne, ils avaient besoin d'un parti qui ne soit pas un simple appendice de la bureaucratie et de l'État pour mettre en œuvre des orientations qui soient assumées par de larges couches de la population.

Cela aurait supposé, toutefois, une mise en question de la gestion économique et une réorganisation en profondeur des rapports sociaux de production. Pour éviter un tel saut dans l'inconnu, les cercles dirigeants se sont réfugiés dans l'immobilisme (les « années de stagnation »). Quand ils se seront résignés à ouvrir quelques espaces de liberté et de réexamen — glasnost et perestroïka —, ils ne feront qu'approfondir la crise déjà très avancée du système soviétique. **On peut naturellement se demander pourquoi, dans ce contexte, il n'y a pas eu de réveil de la classe ouvrière et de l'intelligentsia.** Il n'y a pas de réponse simple à cette interrogation, mais on peut avancer quelques explications. En premier lieu, il ne faut pas sous-estimer les effets de la contre-révolution permanente qui s'est produite en Union Soviétique pendant près de trente ans (de 1924 à 1953) en plusieurs étapes (1925-1927 : élimination des oppositions dans le PCUS et plénitude du pouvoir pour la fraction stalinienne ; 1928-1932 : collectivisation forcée et industrialisation cataclysmique ; 1934-1938 : organisation de l'atomisation de la société et éradication de la mémoire de la révolution d'Octobre). Les oppositions qui s'étaient reconstituées en 1931-1932 dans les marges du Parti (notamment avec le concours d'anciens capitulards comme Ivan Nikititch Smirnov et Evgueni Preobrajenski, et de staliniens déçus) et qui attiraient à elles beaucoup de jeunes, furent frappées avec une extrême brutalité. Voir à ce sujet le livre de Pierre Broué *Communistes contre*

Staline, Fayard, Paris 2003.

La direction stalinienne de l'État et du parti craignait avant tout que ce nouveau militantisme ne fasse sa jonction avec un mécontentement ouvrier fort répandu et n'aboutisse dans les faits à la création d'un nouveau renouant avec les espoirs de la révolution d'Octobre.

Le groupe stalinien savait trop bien qu'il était incapable d'affronter politiquement des opposants trempés par la répression et susceptibles de redonner vie à la perspective d'une transformation socialiste. Il a donc mené contre eux une véritable guerre d'anéantissement (selon Broué, des dizaines de milliers de déportations et d'exécutions) qui a culminé avec les fusillades de 1937 à Vorkouta et dans la Kolyma. C'est ce qui constitue la toile de fond des grands procès de Moscou destinés non seulement à salir des opposants déjà au sol, mais à réécrire l'histoire en détruisant la mémoire de 1917 en lui substituant une mémoire falsifiée où la personnalité mythifiée et hypertrophiée joue le rôle essentiel.

À travers cette éradication physique et symbolique, c'est toute la société soviétique qui s'est trouvée privée d'un rapport vivant au passé, d'une mémoire des débats et des affrontements sociaux et politiques, d'une mémoire des développements culturels (le réalisme socialiste proclamé en 1934 a été un instrument d'éradication culturelle). Le marxisme russe qui a connu son apogée dans les écrits de Lénine et Trotsky et connu des controverses d'une grande portée n'a bien sûr pas été épargné. Il a été transformé en une dogmatique de la domination, dont le but masqué était d'éliminer toute réflexion critique, toute prise de distance par rapport à la réalité nue de l'oppression et de l'exploitation.

UNE CONTRE

RÉVOLUTION DE PORTÉE

INTERNATIONALE

Cette inversion caricaturale de l'œuvre de Marx et de ses successeurs n'est pas restée confinée dans les frontières de l'Union Soviétique. Elle a été répandue et imposée dans les partis communistes et a contribué à la stérilisation d'une partie importante du mouvement ouvrier. En fait, la contre-révolution stalinienne n'est pas restée dans un seul pays, mais s'est articulée aux rapports capitalistes internationaux en tant que facteur d'involution et de défaites pour les forces d'émancipation. C'est à partir de là, de ces pratiques désastreuses, voire catastrophiques, que Staline et ses sbires cherchèrent des terrains d'entente avec les forces bourgeoises. Les représentants du Capital n'ont jamais reproché à la direction stalinienne de l'Internationale communiste d'avoir facilité la prise de pouvoir de Hitler et l'écrasement du mouvement ouvrier allemand. Ils n'ont pas non plus critiqué le rôle de l'Union Soviétique dans la défaite de la révolution espagnole. À leur façon ils se sont aussi prononcés pour le « socialisme dans un seul pays » et en général n'ont guère hésité à passer des accords avec Staline. Il y a toujours eu de la méfiance entre les dirigeants soviétiques et les gouvernements des grands pays capitalistes, mais cela n'a pas empêché des rapports de collaboration succédant à des phases de refroidissement. Les grandes démocraties n'ont guère protesté contre les grands procès de Moscou et les purges. Les « amis de l'URSS », pour reprendre l'expression de Trotsky, ont donné du crédit à cette politique sanglante alors que d'autres l'utilisaient pour discréditer,

non le stalinisme mais le communisme. La contre-révolution stalinienne apportait ainsi son aide à la stabilisation du règne du Capital en s'insérant dans les rivalités interimpérialistes.

L'Union soviétique de Staline a été entraînée malgré elle dans la Seconde Guerre mondiale par l'agression nazie. Sortie victorieuse mais affaiblie du conflit, elle s'est vite trouvée confrontée aux États-Unis comme superpuissance agressive, désireuse d'imposer un ordre mondial sous son égide. Elle a dû aussi faire face à des tendances centrifuges au sein de la zone d'influence politico-militaire qu'elle avait organisée en Europe. Les réponses données à ces deux défis ont été tout à fait caractéristiques de l'URSS de Staline. Elle s'est engagée dès 1946 dans une course aux armements qui est devenue course à l'armement atomique. Simultanément, à partir de 1948, l'excommunication de Tito et du Parti communiste yougoslave a été le signal d'une reprise en main des démocraties populaires et d'une épuration des partis communistes dont les aspects les plus spectaculaires ont été les procès organisés en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Dès 1947, deux camps se sont trouvés en présence sous l'égide de l'équilibre de la terreur et de la Guerre froide. La polarisation, si elle était militaire, était aussi politique et idéologique. Chaque camp dénonçait l'autre en même temps qu'il dénonçait ceux qui montraient des faiblesses dans les affrontements, et *a fortiori* ceux qui avaient de la sympathie pour l'autre bord. Dans cette Guerre froide, l'Occident capitaliste qui réagissait plus souplesment et pouvait mettre en question les pratiques totalitaires du camp soviétique était largement gagnant. Il profitait en outre de la scission et de la démoralisation du mou-

vement ouvrier engagé dans des luttes fratricides.

C'est pourquoi, après la mort de Staline, les dirigeants soviétiques ont essayé de s'orienter vers une politique de « coexistence pacifique », c'est-à-dire une politique de concurrence pacifique entre les deux camps par le dépassement des économies occidentales et le règlement des conflits régionaux. C'était une politique à hauts risques qui eut très vite des effets catastrophiques : révolte populaire et ouvrière en Allemagne de l'Est (1953), révolution antibureaucratique en Hongrie (1956). Entre 1958 et 1962, Khrouchtchev, pour arriver à un *modus vivendi* global avec l'Occident, s'est engagé dans un très périlleux chantage nucléaire lors de la crise de Berlin en 1958-1959, en 1960-1961 lors des débats de l'O.N.U. sur le désarmement, et surtout lors de la crise des fusées à Cuba en 1962. Cet aventurisme a eu des résultats catastrophiques en poussant les États-Unis à relancer une course aux armements nucléaires qui a peu à peu grevé l'économie soviétique, malgré les négociations sur les accords « Salt » des années soixante-dix. L'Union soviétique de Brejnev s'est efforcée de compenser cet échec en prenant des gages territoriaux en Afrique (Angola, Mozambique) et surtout en s'emparant de la position stratégique de l'Afghanistan, ce qui n'a fait que précipiter l'effondrement du camp dit socialiste.

On constate par ailleurs que, dès les années soixante-dix, la déroute idéologique du régime soviétique pouvait être considérée comme acquise. La perspective de la construction en grand annoncée à grands frais en 1961 par Khrouchtchev a été purement et simplement abandonnée sous Brejnev et remplacée par la thématique du « socialisme réellement

existant » qui implicitement admettait que les choses devaient rester en l'état, même si elles étaient médiocres. L'Union soviétique des années de stagnation (pour reprendre la terminologie de la période de Gorbatchev) n'avait même plus la capacité de parler de l'avenir. Toutes les conditions étaient donc réunies pour la réussite d'une offensive massive des États-Unis contre un vieil interlocuteur qu'ils n'avaient plus besoin de considérer en partenaire sur un pied d'égalité, mais à traiter dorénavant comme un adversaire. Au cours des années Reagan, l'Union soviétique est vouée rituellement aux gémonies comme « Empire du mal », comme incarnation du totalitarisme (alors que le Goulag a disparu depuis les années cinquante). Le gouvernement américain et la C.I.A. ont utilisé à fond l'enlèvement de l'armée soviétique en Afghanistan pour affaiblir militairement et économiquement l'URSS. La nomenklatura, dans ce contexte, a été peu à peu gagnée par la paralysie au point de ne plus rien entreprendre de sérieux pour combattre la détérioration de l'économie, la corruption et l'apparition d'un secteur privé à peine clandestin et a même fini par se désintéresser de la lutte idéologique, laissant largement en déshérence le pseudo-marxisme hérité de la période stalinienne. Gorbatchev, qui a promis beaucoup lors de son arrivée au secrétariat général, n'aura été en définitive que le syndic de cette faillite. En 1991, la boucle était bouclée pour l'Union soviétique stalinienne et post-stalinienne. **Après avoir rendu des services inestimables au capitalisme pendant des décennies, la contre-révolution post-léninienne, qui n'était plus que l'ombre d'elle-même, n'avait plus qu'à rejoindre le giron du capitalisme dans les pires conditions (pour les masses).**

ÉTAT OUVRIER DÉGÉNÉRÉ ET RÉVOLUTION POLITIQUE

Tout cela pour toucher du doigt à quel point les thématiques trotskystes de l'État ouvrier dégénéré et de la révolution politique étaient en décalage par rapport à la réalité qu'elles prétendaient cerner. Comme Lénine l'a montré dans ses derniers écrits, l'État soviétique était un État bourgeois sans bourgeoisie, et à partir du moment où la petite élite révolutionnaire était écartée de ses sommets il n'était plus qu'un État bourgeois coiffé par un substitut de bourgeoisie : la bureaucratie stalinienne. Cette dernière était, certes, attachée à la propriété d'État, mais à une propriété qui, au-delà de sa forme juridique, était un instrument pour exproprier les travailleurs et un moyen pour la bureaucratie de s'approprier les moyens de production. En aucun cas cette propriété ne pouvait être considérée comme une prémisses de rapports de production socialistes, mais comme une des conditions de possibilité de rapports de production étatiques fondés essentiellement sur la coercition et devant se reproduire en jouant plus sur celle-ci que sur des automatismes et la routine. Quand la coercition est devenue plus difficile et a perdu de son efficacité, parce qu'elle ne pouvait plus jouer sur la terreur, il y a eu une véritable déstabilisation des rapports de production étatiques (y compris des rapports de travail) et l'apparition d'une économie parallèle fonctionnant selon des critères capitalistes. Lors de la crise terminale de l'Union soviétique on a pu ainsi se rendre compte que la contre-révolution stalinienne était la première étape de la contre-révolution bourgeoise.

La tendance à analyser ces processus en termes de déstalinisation, du progrès ou de l'arrêt de la déstalinisation, ne pouvait mener qu'à de graves erreurs de diagnostic. Beaucoup de trotskystes attendaient au cours des années soixante-dix et quatre-vingt des poussées très fortes venant d'en bas en faveur d'une démocratisation rapide des structures politiques et d'une véritable transformation socialiste de la société. C'était fermer les yeux sur le fait qu'une grande partie des Soviétiques voyait le changement social sous les couleurs de l'abondance capitaliste. La classe ouvrière elle-même participait peu ou prou de cet état d'esprit, parce qu'elle n'avait pas pu se construire en tant que classe, se donner des organisations, entretenir des contacts avec le mouvement ouvrier international et ses secteurs les plus avancés. Il lui était très difficile d'avoir de la distance par rapport à sa situation immédiate, à la médiocrité de ses conditions de vie et des rapports de travail. **Dans leur immense majorité les ouvriers soviétiques ne se sentaient pas porteurs du projet d'une autre société. C'est d'ailleurs avec méfiance et scepticisme qu'ils ont accueilli les réformes de Gorbatchev, censées orienter l'Union soviétique vers un authentique socialisme.** Ils ne pouvaient pas ne pas voir que le Parti était en pleine débandade et que beaucoup de nomenklaturistes préparaient activement leur reconversion.

Ce fut de ce point de vue une profonde erreur de concevoir l'Union soviétique comme une société de transition vers le socialisme ou le communisme. Cette thématique en porte-à-faux par rapport aux événements a largement désorienté les trotskystes (par exemple Ernest Mandel voyant dans Gorbatchev un artisan possible de la révolution politique). Elle les a

mis hors d'état de répondre efficacement à l'offensive politico-idéologique des bourgeoisies occidentales sur la fin du communisme et l'effondrement des utopies. L'achèvement de la contre-révolution commencée au début des années vingt en Union Soviétique a pu être facilement présenté comme le triomphe de la démocratie et du marché sur le totalitarisme. Les courants les plus radicaux dans la critique du capitalisme ont perdu, dans ce contexte, beaucoup de leur crédibilité et par contrecoup beaucoup de leur combativité. L'histoire des luttes sociales et des luttes d'émancipation a été rétrospectivement déformée. Elle est devenue l'histoire des errements et des compromissions des mouvements sociaux et des organisations de gauche avec les utopies totalitaires. Certes, les classes dominantes, appuyées par les bureaucrates reconvertis de l'Est, n'ont pas obtenu ce qu'elles espéraient : l'éradication des idées révolutionnaires. Mais elles ont pu semer le doute et le découragement chez beaucoup d'opposants au capitalisme. **Il y a maintenant de véritables batailles à mener pour se réapproprier le passé du vingtième siècle au-delà des schémas simplistes, en particulier en montrant que si la notion de totalitarisme s'applique bien à des phénomènes monstrueux comme la destruction des Juifs d'Europe et le Goulag, elle ne suffit pas pour cerner la réalité du siècle.**

LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

Cette nécessaire réappropriation du passé et de la mémoire ne peut toutefois être séparée d'un réexamen de l'analyse du capitalisme, c'est-à-dire des contradictions sur lesquelles il

faut travailler pour le renverser et le dépasser. Il faut en conséquence se demander si le marxisme classique ou traditionnel, dont le trotskysme se veut le continuateur, a bien su appréhender ces contradictions ou si, au contraire, il n'a pas su vraiment les cerner dans toute leur complexité et dans leur mouvement effectif. Il est clair que, dans le sillage de la IV^e Internationale, beaucoup d'analyses intéressantes ont été produites depuis les années soixante. Pour s'en convaincre, il suffit de faire référence aux travaux d'Ernest Mandel, de Michel Husson, de François Chesnais, pour ne citer que quelques noms. Ce n'est pas faire injure à ces auteurs que de constater qu'ils centrent leur attention sur les contradictions proprement économiques du capitalisme. Plus précisément, on peut remarquer que la dynamique économique n'apparaît pas reliée chez eux de façon systématique et élaborée à la dynamique sociale. Ils font, bien sûr, référence aux luttes sociales et politiques, mais elles ne sont pas intégrées dans des enchaînements et des agencements d'ensemble. Le capitalisme est en effet un système où, s'il y a bien prédominance de l'économie (de l'accumulation du Capital), cette prédominance a besoin de compter sur des rapports et des processus sociaux et sur des agents qui doivent être reproduits conformément à ses impératifs. L'autonomie de l'économie a besoin en fait d'être confortée par une mise en tutelle de l'extra-économique, mais cela ne se fait pas sans frictions ou sans crises. Les rapports entre les classes sont sans cesse désarticulés et réarticulés, et les individus sont souvent en décalage par rapport à ce qu'exigent les rapports de travail. Les mouvements de l'économie et les processus sociaux se perturbent réci-

proquement en permanence, même lorsqu'en apparence il n'y a pas de crise majeure.

Il n'y a pas de normalité capitaliste : la reproduction élargie du capital est, en réalité, une véritable course d'obstacles où il faut sans discontinuer franchir de nouvelles barrières sans tenir compte des positions et des situations les mieux établies. Le Capital ne fait pas qu'exploiter les salariés employés dans la production de valeurs et de plus-values, il s'approprie des revenus, des capitaux en expropriant massivement des couches entières (comme il le fait aujourd'hui avec les pays du Sud). Les capitaux dévalorisés lors des crises servent la valorisation d'autres capitaux dans la mesure où toute dévalorisation massive de capitaux modifie sur une grande échelle les conditions de l'accumulation. Que cela entraîne des destructions matérielles ou l'exclusion de la production de nombreux salariés est tout à fait secondaire, ce qui prime c'est la poursuite de la marche aveugle du Capital. Les guerres elles-mêmes font partie du tableau et ne sont pas à proprement parler des exceptions. Elles peuvent être des sources de profit importantes pour les trafiquants d'armes ou de diamants (en Afrique) et leur éradication n'est pas pour demain. Il faut par ailleurs être naïf pour croire que l'État de droit et les politiques dites sécuritaires sont destinées à faire disparaître la criminalité et la délinquance. Ils n'ont en fait pour objectifs que la préservation des rapports sociaux et la lutte contre les débordements de la criminalité. Ils n'empêchent pas que le crime organisé participe dans une large mesure à l'accumulation du capital (trafic de drogues, traite des blanches, blanchiment d'argent, etc.).

On serait tenté de dire que le capita-

lisme n'a jamais totalement rompu avec les méthodes de l'accumulation primitive. Certes, l'accumulation du capital à l'heure actuelle joue essentiellement sur l'application de la science à la production. La recherche du profit extra par des différentiels de productivité peut être à l'origine de beaucoup de plus-value relative. Mais les tendances récurrentes à la baisse des taux de profit poussent les capitalistes à pratiquer la prédation sans vergogne à travers les spéculations financières et boursières. Les crises monétaires au Mexique, en Asie, en Argentine ont appauvri et affaibli durablement les capacités d'accumulation de ces régions du monde. Les politiques du F.M.I. et de la Banque mondiale, sous couvert d'ajustements structurels, organisent une véritable hémorragie de capitaux du Sud vers le Nord. Un peu partout les privatisations s'attaquent au secteur public et à la Fonction publique pour les piller et transformer les États nationaux en appareils d'expropriation réduisant de plus en plus les systèmes de protection sociale et hypertrophiant les instruments répressifs. Derrière la globalisation des marchés financiers se dissimulent une hiérarchisation et une polarisation des plus accentuées du monde sur un fond d'accroissement vertigineux. Les marchés sont en réalité des lieux ou des dispositifs où s'affrontent les stratégies des multinationales pour tirer le meilleur parti des faiblesses des autres acteurs économiques à une échelle planétaire. La logique économique fait bon ménage avec une logique sociale de domination qui se coule en elle et vient l'épauler quand elle est défaillante. L'accumulation du Capital n'est donc pas réductible à une combinaison optimale des facteurs de production comme le disent les économistes

néoclassiques. Elle n'est pas non plus réductible, comme le pensent certains marxistes, à des régimes d'accumulation, à des modes de régulation des relations entre Capital, État et force de travail. Elle est mise en branle et modulation des rapports sociaux dans la perspective de leur reproduction en tant que rapports soumis aux mouvements de la valorisation (la reproduction économique n'étant qu'un moment dans un ensemble dynamique). Le rapport social de production et les rapports de travail ne peuvent être séparés de rapports juridiques symboliques et politiques, de rapports hiérarchisés et sexués ainsi que de modes de socialisation des individus. Le caractère cyclique des mouvements du Capital n'est pas non plus séparable de mouvements et de processus qui se situent hors de la sphère de la production, il ne peut donc être régulier et complètement autonome. Les alternances entre prospérité et dépression, entre phases de croissance et de stagnation ne relèvent pas de la pure et simple répétition, mais de combinaisons différentielles toujours renouvelées. La dominance de l'économie sur toute la société, sa pénétration dans toutes les activités, l'empreinte qu'elle laisse sur le symbolique et l'imaginaire, tout cela l'oblige à tenir compte de temporalités, de pesanteurs qui résistent plus ou moins aux rythmes et aux modes de fonctionnement proprement économiques. Les individus sont sans doute entraînés, bousculés par les mouvements, leur vécu et leur quotidien ne peuvent jamais entrer de plain-pied et complètement dans le monde du capital. C'est pourquoi l'économie (le Capital et ses machineries sociales) est en guerre permanente pour essayer de briser ce qui lui résiste.

Cet état de guerre sociale, avec ses hauts et ses bas, n'est toutefois perçu que rarement, lors de phases aiguës de la lutte des classes. D'ordinaire il est occulté par ce que Marx appelle la surface ou la superficie, c'est-à-dire la sphère de la circulation des marchandises, des capitaux, de l'argent et des hommes qui s'agitent au milieu de ces fétiches. La production en tant que production de plus-value et de valeurs est recouverte par une circulation dotée de propriétés magiques (argent qui fait de l'argent) et distribue largement des objets sociaux porteurs de jouissances, notamment les objets sociaux qui incorporent des technologies nouvelles. La force de suggestion de cette surface brillante est telle qu'elle semble se subordonner la production de biens et de services. Le renouvellement ininterrompu des marchandises se donne pour le moteur de la dynamique sociale, la production ne faisant que s'adapter au développement insatiable des besoins. De cette façon, la production devient partie prenante de la superficie. Le profit lui-même n'est plus qu'un indicateur technique d'une adaptation réussie aux mécanismes de marché et à la combinaison optimale des facteurs de production. Les crises deviennent des fluctuations économiques causées par une insuffisante mobilité des capitaux, des matières premières et, bien sûr, de la main-d'œuvre. La part des profits qui échoit aux capitalistes est, dans cette logique de la superficie, la juste rémunération de leur créativité et de leur capacité à anticiper l'évolution des marchés. Cette emprise de la circulation et de la superficie qu'elle engendre est encore renforcée par son redoublement médiatique. La publicité et les narrations médiatiques (des découpages

de l'information aux séries et jeux télévisés en passant par le façonnement des faits divers) créent un univers culturel quotidien envahissant contre lequel les autres productions culturelles ont de plus en plus de mal à se défendre. La culture tout entière tend à être contaminée en se conformant peu à peu à des critères de succès médiatique.

Les conséquences de ce redoublement vont toutefois bien au-delà d'une domestication de la culture. La fantasmagorie marchande-médiatique ne fait pas que fasciner les esprits, elle s'inscrit aussi dans les affectivités et les sensibilités. Les marchandises vantées et transfigurées par la publicité se proposent sous des jours toujours nouveaux à l'investissement libidinal des clients réels et potentiels, les images et les sons électroniques (cinéma, télévision, internet) fournissent, apparemment sans limites, des schémas de comportement, des objets d'identification (personnes ou choses), des moyens d'évasion. **Les marchandises médiatisées et l'imaginaire marchand s'insinuent en fait dans l'inconscient et le psychisme des individus, en leur interdisant de saisir leurs propres expériences et les modalités de leur insertion dans les rapports sociaux.** L'immense majorité des salariés ne peut pas ne pas avoir une certaine perception de l'oppression et de l'exploitation qu'elle subit au travail, mais en restant prisonnière de la circulation et de sa superficie au quotidien, elle ne peut déchiffrer la dynamique des rapports de production et la relation particulière entre production et circulation au sein de cette dynamique. Beaucoup de travailleurs sont ainsi conduits à juger de leur situation à travers le prisme de la surface, de leurs difficultés à s'y affirmer et des

frustrations qu'ils ressentent à chaque moment. La dévalorisation, qui est le lot du plus grand nombre, les déprécie à leurs propres yeux et aux yeux des autres, les transformant en victimes, coupables de ne pas avoir réussi.

Sur de telles bases, les opprimés et les exploités peuvent même se tourner contre eux-mêmes et contre ceux qu'ils sentent plus faibles et possibles objets d'agression dans une sorte de spirale régressive. Pour eux, les rapports sociaux de connaissance se manifestent le plus souvent comme des rapports de méconnaissance, de brouillage des enjeux réels dans l'antagonisme irréductible entre Capital et travail salarié. La barbarie des rapports sociaux capitalistes peut ainsi être intériorisée et naturalisée et se manifester comme barbarie des rapports interpersonnels, mais surtout comme barbarie des rapports entre hommes et femmes. Dans la concurrence pour se valoriser dans la valorisation capitaliste, les femmes sont placées en position d'infériorité et cumulent charges et fardeaux. On leur réserve très souvent la gestion de l'affectivité dans un climat de soumission à l'hétérosexualité masculine, elles doivent en outre assumer l'essentiel de l'élevage et de l'éducation des enfants et accepter que tout cela pèse sur leurs activités professionnelles. Elles sont enfin le moyen privilégié de la publicité, comme figure emblématique à leur corps défendant de la marchandisation, et comme dirait Marx de la prostitution universelle. Les femmes constituent en quelque sorte le soubassement du rapport social de production capitaliste et de sa reproduction. Plus précisément, elles en sont une condition de possibilité essentielle et aucun au-delà du capitalisme ne peut se produire sans qu'elles soient libérées,

sans que les rapports sociaux de sexe soient radicalement bouleversés.

POUR UN NOUVEL ANTICAPITALISME

Le rejet du capitalisme est aujourd'hui très répandu, mais ce rejet est loin de se couler dans des formes efficaces d'anticapitalisme. La négation du capitalisme reste le plus souvent abstraite, morale, mêlée souvent de rage, d'impuissance. Beaucoup aimeraient croire que la barbarie du Capital finira par susciter des réactions de plus en plus fortes, mais ils doivent bien constater que de nombreuses réactions se tournent vers des fondamentalismes ou des intégrismes religieux, voire des communautarismes exacerbés. Les machineries et dispositifs du Capital qui fragmentent, divisent les individus et les groupes sociaux, les empêchent de saisir les enchaînements et les ensembles sociaux. Ils rendent opaques toute une série de réalités et aveuglent les pratiques. Pour sortir de cette impasse, il faut donc dépasser la vieille problématique de la prise de conscience, de la progression de la conscience empirique de classe vers la conscience révolutionnaire à travers les luttes. Par elles-mêmes les luttes, seraient-elles très dures, n'indiquent pas les voies et les moyens à utiliser pour démonter les constructions sociales autonomisées du Capital qui passent par-dessus la tête des hommes. C'est seulement lorsque les luttes ébranlent certains éléments habituels de la reproduction des symboliques du Capital, les représentations et les visions communément admises, que les masses peuvent entrevoir d'autres façons de vivre ensemble. Ce fut le cas en Mai 1968, et dans une moindre mesure en novembre-décembre 1995 : la soumission aux

règles du Capital, à la concurrence et à une restriction de l'horizon vital à la marchandisation ne semblait plus de mise et perdait beaucoup de son caractère « naturel ».

Ces moments où la « normalité » capitaliste est piétinée et apparemment jetée aux orties n'ont toutefois pas été durables, et la « vieille misère humaine » a repris ses droits assez vite. Si l'on ne veut pas en rester aux considérations les plus indigentes sur la nature humaine, il faut bien se dire que de tels moments, aussi exaltants soient-ils, ne sont pas encore la construction de nouvelles pratiques et de nouvelles lectures collectives de la société et du monde. Les intuitions qu'ils portent et les aspirations qu'ils manifestent ne sont pas transformées *ipso facto* en armes critiques contre les rapports sociaux de connaissances asservies aux machineries du Capital. **Les interruptions de la « normalité » capitaliste qui ne sont pas précédées par une accumulation primitive d'instruments théoriques, d'instruments d'action collective ne peuvent en effet contrer la valorisation.** En d'autres termes, les actions collectives doivent être en permanence transformatrices des relations dans lesquelles sont insérés les groupes sociaux et les individus exploités. Les actions collectives, même lorsqu'elles sont défensives, ne doivent pas s'en tenir à l'immédiat, mais mettre en branle des processus visant à changer en profondeur les positionnements des uns et des autres. À la production sémantique du Capital et de ses agents, il faut opposer une autre production sémantique qui, au lieu de vanter les vertus de l'entreprise capitaliste, de la compétence et de la performance, dise explicitement la barbarie dans les rapports de travail, les souffrances endurées. Cela implique non seulement une cri-

tique des stéréotypes, des clichés et des fausses notions véhiculés par les appareils de communication, mais aussi un démontage critique des leurres et des illusions qui se manifestent à chaque changement de conjoncture socio-économique et politico-idéologique. Il y a des leurres technologistes, liés par exemple aux développements de l'informatique, qui tendent à faire croire que les problèmes de la société peuvent être résolus par le progrès technique, la net-économie, les engouements pour des pseudo-solutions à des problèmes graves, par exemple le renforcement de l'autoritarisme pour faire face à la misère éducative, etc. Une telle activité critique suppose, bien évidemment, une lutte contre la fragmentation des points de vue en mettant en lumière des enchaînements, une lutte pour la totalisation d'expériences éclatées contre les séparations fétichistes entre politique et économie, vie privée et vie publique. Cela doit être très clairement tourné contre la vie qui ne vit pas, contre la vie qui ne se vit qu'en l'oubliant, en reprenant le thème du changer la vie par le changement des pratiques et par la transformation des individus et de leurs relations. Le point d'appui essentiel pour aller dans ce sens est ce que Marx dans *Le Capital* appelle la résistance ouvrière qui est, bien sûr, résistance à l'exploitation économique, mais aussi, et ce n'est pas secondaire, résistance des travailleurs à leur réduction à l'état de force de travail corvéable et jetable. Cette résistance, dit Marx, est inévitable, elle peut être réprimée et s'assoupir, mais elle est inextinguible et porte toujours des aspirations à vivre autrement, autrement qu'en appendice des machineries du Capital. L'action collective doit donc être multidimensionnelle, déborder et désta-

biliser l'unilatéralisme des mouvements de la valorisation capitaliste, secouer l'hibernation de la pensée du plus grand nombre, bousculer le désarroi ou l'affolement de leur affectivité pour pousser à l'auto-transformation individuelle et collective. Quand on parle aujourd'hui de mouvement social, on ne peut se satisfaire de sa vitalité récurrente, il s'agit de savoir comment il peut se dépasser lui-même en agrandissant de plus en plus son dynamisme, en élargissant de plus en plus son horizon. Il n'y a pas de réponse simple à cette question, toutefois on peut avancer que le mouvement social doit puiser de la force en créant des liens sociaux nouveaux entre opprimés et exploités, en suscitant des communications qui ne soient plus dictées par le marché et la logique de valorisation. C'est en effet se donner les moyens, ce faisant, de résister aux pressions ininterrompues de l'ensemble des dispositifs et agencements du Capital en les dépouillant de leur « naturalité » apparente, de leur « évidence » écrasante. La mise à nu des mécanismes du capitalisme peut et doit être simultanément leur mise en crise en raison de leur caractère insupportable. **Le mouvement social ne peut s'arrêter à ce que le capitalisme est prêt à leur concéder, quel que soit son point de départ, il doit toujours viser un au-delà du capitalisme et ne pas se laisser absorber par le champ institutionnel, notamment le champ politique profondément marqué par l'économisme.**

CHANGER LA POLITIQUE

Rien de tout cela ne peut se faire spontanément, puisqu'il est question de pratiquer autrement les luttes et la politique. Pour aller au-delà de l'im-médiat, le mouvement social doit en

fait disposer d'organisations et plus particulièrement d'organisations politiques prêtes à agir dans son sein sans chercher à lui imposer des orientations qui seraient élaborées du dehors. Le ou les partis révolutionnaires n'ont pas à se constituer comme des états-majors qui conduisent des troupes au combat, mais comme des organisations qui contribuent à augmenter les capacités de réflexion autonome des masses en faisant retour avec elles sur les incidences et les prolongements. Pour cela il faut renoncer au vieux schéma kautskyste, repris par Lénine, d'un parti intellectuel collectif qui apporte la perspective juste au prolétariat ou aux exploités, et se tourner vers une conception plus complexe de la question. La théorie et la pratique révolutionnaires sont des relations de tension permanente qu'il faut essayer de rendre fécondes. La théorie est souvent portée à croire qu'elle a trouvé sa forme définitive et qu'il lui faut se soumettre les pratiques pour que ces dernières remportent des succès. Elle a oublié qu'en s'arrogeant une telle autorité elle entre dans une logique de domination qui tend à perpétuer au sein du mouvement d'émancipation la division du travail intellectuel (la pensée supérieure qui invalide les modes de penser inférieurs). À l'inverse, la pratique qui méprise la théorie ou lui rend hommage pour ne pas avoir à s'en soucier ne peut que tomber dans un praticisme qui ne peut libérer les pratiques individuelles et collectives, mais les enfonce au contraire dans la subordination au monde dominant. **L'unité dynamique de la théorie et de la pratique ne peut être que conflictuelle, car elles doivent sans discontinuer se corriger pour traquer leurs routines et pour que s'ouvrent de nouveaux champs à la contestation et à**

la critique. Elles doivent se compénétrer de telle façon que la théorie soit aussi pratique et que la pratique soit aussi théorique (par la production de nouvelles connaissances chez les exploités et les opprimés).

Il va de soi que le parti qui s'engage sur cette voie ne gère pas un capital et une culture politiques. Il doit se faire découvreur de nouvelles pistes vers l'émancipation, de nouvelles mises en question de la barbarie du Capital. Il est explorateur collectif et, à ce titre, il avance en terrain peu connu, voire inconnu pour augmenter le champ des possibles. En ce sens, le parti a un rôle d'avant-garde, il ne faut pas avoir peur de le dire. Mais il ne faut pas se méprendre, il n'a pas à être une avant-garde au sens militaire du terme se préparant à l'art de l'insurrection. Toutes proportions gardées, ce qui se rapproche le plus de la notion d'avant-garde retenue ici, ce sont les avant-gardes comme Dada, le surréalisme et les situationnistes dans leur lutte contre la culture bourgeoise. Et il n'est peut-être pas inutile de rappeler ce que Trotsky et André Breton écrivaient dans « Pour un art révolutionnaire indépendant » : « *Il s'ensuit que l'art ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner à des fins pragmatiques extrêmement courtes... En matière de création artistique, il importe essentiellement que l'imagination échappe à toute contrainte, ne se laisse sous aucun prétexte imposer de filière... Toute licence en art.* » ("Pour un art révolutionnaire indépendant" in André Breton *Œuvres complètes*, tome 2, pp 686-687).

Rien ne doit entraver la liberté d'exploration du parti, et notamment la liberté de son imagination politique pour chercher les points de rupture,

les défauts de la cuirasse du Capital (de ses machineries) et de sa symbolique. Le parti n'est pas une lente accumulation de forces, il est un appel à l'élargissement de l'expérience de ceux qui se tournent vers lui, plus précisément il invite ses membres à critiquer les expériences étroites, tronquées, frustrantes que l'on fait dans le cadre de la valorisation capitaliste pour ouvrir de nouvelles sphères d'expérience (dans les rapports aux autres et aux fétiches produits par le Capital). Ce qui caractérise le parti, c'est la recherche de confrontations audacieuses sur ce qu'il faut entreprendre pour changer les conditions de lutte, pour débusquer les adversaires et les dépouiller de leur apparente toute puissance. La progression du parti dans cette voie doit lui permettre de dialoguer avec les masses de façon à ce que ces dernières modifient leurs façons de se comporter et de saisir les rapports sociaux et simultanément donnent à celui-ci de nouvelles impulsions. **Il doit y avoir une dialectique permanente, un conditionnement réciproque entre parti et mouvement social.** Cela vaut particulièrement pour les problèmes de stratégie. L'objectif stratégique, mettre en crise les dispositifs de pouvoir du Capital et de la bourgeoisie pour mettre en œuvre la transformation des rapports sociaux sur une large échelle, est inséparable de sa concrétisation dans les luttes. On ne peut atteindre l'objectif stratégique sans user l'hégémonie culturelle et politique du Capital, sans dévoiler son caractère destructeur et mortifère, sans discréditer les relations de concurrence, la logique de la valorisation et sa symbolique. La crise révolutionnaire ne doit plus simplement être interprétée comme une crise des méthodes de gouvernement, mais comme une crise beaucoup plus glo-

bale où la société capitaliste est mise à nu dans ses différents mécanismes. De ce point de vue, la conception militariste de la prise du pouvoir doit être écartée comme conduisant à des impasses. La violence révolutionnaire n'est pas n'importe quelle violence, elle est une contre-violence qui se fixe pour but de combattre la violence des rapports. Elle n'est pas déchaînement sans mesure contre un ennemi de classe, mais maîtrise raisonnée et politique des moyens de coercition et de répression.

UN INTERNATIONALISME

CONSÉQUENT

Le trotskysme a été dès ses origines un internationalisme conséquent (il suffit de rappeler à cet égard la condamnation intransigeante du socialisme dans un seul pays). Cet internationalisme qui s'est largement égaré dans le soutien inconditionnel de l'U.R.S.S. et s'est souvent traduit par une surestimation de la dynamique et de la portée de certains processus révolutionnaires (Yougoslavie, Chine, Cuba, etc.) exige toutefois d'être réexaminé à la lumière des dernières décennies. La césure de 1989-1991 (chute du mur de Berlin et fin de l'Union soviétique) demande en particulier à être saisie dans toutes ses implications. Elle n'est pas seulement l'écroulement du système post-stalinien et des partis qui s'y rattachent dans le reste du monde. Elle est aussi un encouragement, pour le capitalisme occidental, à intensifier ses offensives contre les travailleurs entamées depuis la fin des années soixante-dix. Les idéologues du Capital proclament la fin de l'histoire, c'est-à-dire la liberté pour le Capital d'exploiter sans vergogne à l'échelle planétaire en se comportant comme un prédateur qui n'obéit à aucune loi et n'a plus à

craindre de contestation majeure. Le coup d'envoi de la nouvelle crise est donné par la première guerre du Golfe contre l'Irak, censée être une opération de police internationale exemplaire et un avertissement donné à tous ceux qui voudraient s'opposer aux grandes puissances occidentales. Or ce succès considéré comme définitif par beaucoup a eu des conséquences négatives. La violence des offensives du Capital contre les pays dits émergents et contre les pays les plus pauvres sous différentes formes (plans d'ajustement structurel du F.M.I., crises financières et monétaires, service de la dette, etc.) a semé le désordre, la misère dans une grande partie du monde. Des pays entiers vivent dans la dislocation sociale, dans le dénuement et dans le désespoir, dans un contexte de polarisation croissante entre le Nord et le Sud et au sein de chaque pays (y compris dans le Nord). Aujourd'hui il y a bien une société mondiale, mais ce n'est en aucun cas une société unifiée, c'est au contraire une société tronçonnée, fragmentée, divisée contre elle-même, marquée par des mouvements erratiques et par des guerres régionales à répétition. Les problèmes dépassent de très loin ce que certains appellent les inégalités de développement et les excès de la financiarisation qu'il serait soi-disant possible de régler par une réforme du commerce international et des flux financiers. On est en réalité devant des inégalités structurelles qui, si elles peuvent être partiellement modifiées, se reproduisent pour l'essentiel de façon très chaotique et à perte de vue. Les faucons et les néoconservateurs de Washington en ont pris leur parti et disent vouloir mener une quatrième guerre mondiale jusqu'à son terme contre le terrorisme, les États voyous et les forces du désordre (la troisième guerre mon-

diale étant la guerre froide). Pour cela, il n'y a pas besoin d'être trop regardant sur le choix des moyens : il ne faut craindre ni les guerres préventives, ni l'emploi d'armes très destructrices, ni les lois d'exception, ni la mise en situation de non-droit de populations importantes.

Dans tout cela, il y a l'acceptation d'un désordre international permanent qu'il s'agit seulement de rendre supportable pour les puissances dominantes (empêcher par exemple la prolifération nucléaire). Les justifications qui sont données pour les interventions en Afghanistan et en Irak (favoriser l'économie de marché, la démocratie, les droits de l'homme...) ne peuvent évidemment être prises au pied de la lettre, si l'on prend en compte les déclarations de plusieurs dirigeants occidentaux parlant d'un combat contre le mal avec des accents religieux. Bien entendu, tous ces dirigeants ne sont pas des croyants comme Bush (le converti) et Tony Blair, mais ce sont des sectateurs zélés du Capital, tout à fait persuadés qu'il faut lui rendre un culte et vouer aux gémonies et à l'enfer ceux qui d'une façon ou d'une autre sont des obstacles à sa marche. La religiosité du Capital et de la valorisation imprègne leurs actes comme elle imprègne ceux qui gravitent autour d'eux. **Comme le fait remarquer Marx dans le livre I du Capital, la magie de l'argent qui engendre de l'argent est une sorte de transcendance qui ne contredit pas d'autres formes de transcendance, en particulier celle des religions révélées.** Il peut ainsi se développer des relations de complémentarité souvent, d'opposition aussi souvent, sans que la « naturalité » du capitalisme soit mise en question.

Les fondamentalismes et les intégrismes ne sont pas avarés en impré-

cations contre l'appât du gain, l'esprit de lucre des capitalistes, en appels à la solidarité sociale avec les plus pauvres. Cela ne les conduit pas à un véritable anticapitalisme, mais au contraire à disputer aux puissances dominantes leur hégémonie sur certaines parties du globe. Sous ses différentes formes l'islamisme radical veut soustraire des masses opprimées et exploitées aux modèles culturels venant de l'Occident, non pour les libérer, mais pour instaurer un contrôle social rigoriste, voire terroriste. De façon significative, ce sont les femmes qui sont les plus directement visées, dans le but de leur refuser la libre disposition de leur esprit et de leur corps au nom de la lutte contre les débordements sexuels dans les pays occidentaux (rapports sexuels multiples, prostitution, pornographie). La réaffirmation de leur enfermement dans les chaînes du patriarcat le plus rétrograde est, en fait, une façon de bannir toute transformation sociale authentique. **C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que l'affrontement politico-idéologique entre les puissances occidentales (une lutte sans rivages contre le terrorisme) et une grande partie du mode arabo-musulman (la dénonciation des croisés et des Juifs, des grands et des petits Satans) comme affrontement dominant à l'échelle internationale ne peut que conduire à une spirale régressive.**

L'internationalisme d'aujourd'hui ne peut donc faire l'impasse sur des questions aussi importantes. Il lui faut, en particulier, poursuivre et reprendre la critique de la religion, il est vrai à partir des prémisses quelque peu transformées par rapport à la critique de la religion du mouvement ouvrier. L'accent principal est à mettre moins sur le conservatisme indéniable des religions révé-

lées (les religions du Livre) que sur leurs modes d'intervention dans les dynamiques et leurs façons d'organiser les croyances. Il faut trouver l'oreille du maximum de croyants en faisant écho à leurs inquiétudes et aux affrontements qu'ils peuvent avoir. Pour cela, il faut se garder de laisser entendre que la critique de la religion s'identifie à l'athéisme, car il n'y a pas plus de preuves de la non-existence de Dieu qu'il n'y a de preuves de son existence (la notion d'athéisme scientifique est absurde). C'est pourquoi il ne faut pas craindre de s'intéresser aux querelles théologiques et aux débats qui traversent les religions, car ces dernières ne peuvent s'abstraire des débats de la société. Quand Karl Bartti, théologien protestant, écrit que « *la religion est incroyance* », il vise bien évidemment la religion comme organisation temporelle et comme organisation monopolistique des interprétations du divin. D'autres théologiens protestants comme catholiques s'opposent plus tard aux conceptions anthropomorphistes du Dieu des religions monothéistes. Selon eux les images de Dieu doivent être proscrites, qu'on en fasse un Dieu des armées, un père de famille patriarcal ou une sorte d'esprit du monde.

Les conséquences de ces orientations théologiques sont capitales : le rapport à Dieu devient une interrogation sur les fins dernières de l'homme et sur la façon de se comporter en société sans s'en tenir aux conceptions traditionnelles des Églises. Depuis plusieurs années des théologiens catholiques sont sanctionnés par Jean-Paul II, parce qu'ils rejettent les vues habituelles de la hiérarchie sur la sexualité et la place des femmes dans les rapports sociaux. Le Vatican cherche à réduire ces rebelles au silence ou à les isoler, mais il n'arrive pas à empê-

cher une crise rampante dans une partie du monde des croyants et il n'apparaît pas du tout impossible qu'il puisse y avoir des points de rencontre et de convergence entre ceux qui s'inspirent de Marx, sans faire de sa dialectique une clé universelle, et ceux qui ne veulent pas que la foi en Dieu soit utilisée contre la majeure partie de l'humanité. Une rencontre fructueuse a déjà eu lieu entre les théologiens de la libération et des forces militantes engagées depuis longtemps dans la lutte contre les oligarchies d'Amérique latine. Des rencontres de ce type sont certainement possibles à propos de l'oppression des femmes, voire à propos des perspectives de transformation sociale.

Dans le monde arabo-musulman, il n'y a apparemment pas de développements aussi significatifs. Comme l'a fait remarquer le grand intellectuel Mohammed Arkoun, l'islam n'a pas connu la réforme comme le christianisme. Mais en rester là, ne pas aller au-delà de cette constatation, serait purement et simplement démissionner. Les blocages du monde arabo-musulman ne signifient pas qu'il est immobile et incapable d'évoluer. Ils ne signifient pas en particulier que les exploités et les opprimés de ce monde sont voués à toujours suivre les organisations intégristes et fondamentalistes. Cela ne veut pas dire non plus que les intellectuels sont condamnés à soutenir majoritairement les délires antisémites d'un Roger Garaudy ou les conceptions paranoïaques de certains sur les « complots de la juiverie internationale ». Il existe déjà des voix minoritaires qui disent que tout cela mène à des impasses et qu'il faut trouver d'autres moyens de s'affirmer face à l'Occident capitaliste. Il va de soi qu'il faut les aider à sortir du cercle vicieux du choc des barbaries (la barbarie du néoimpérialisme et

celle des islamistes radicaux) et à se renforcer face aux fanatismes religieux. Pour cela, il est nécessaire que les internationalistes des pays occidentaux cessent de considérer les problèmes du monde arabo-musulman comme exotiques, c'est-à-dire comme des problèmes ne les concernant pas directement. Il suffit de penser à l'importance de l'immigration maghrébine dans un pays comme la France pour s'en convaincre. La solidarité avec les vagues d'immigration qui ne cesseront pas de si tôt fait partie de l'internationalisme plus que jamais.

L'ampleur internationale du mouvement contre la guerre en Irak a jeté des ponts vers le monde arabo-musulman. Mais il faut se garder de crier victoire, une partie importante du monde arabe n'y voit pas une opposition sérieuse et durable à l'impérialisme et à ce qu'il lui faut souffrir de ses interventions et pressions. Beaucoup ne sont pas convaincus non plus par les actions des altermondialistes contre l'O.M.C., le G 7 et par les dénonciations du F.M.I. et de la Banque mondiale. Ils ressentent plus ou moins intuitivement que la mondialisation n'est pas seulement la globalisation des marchés appuyée par des organisations internationales. Et effectivement la mondialisation n'est pas bien comprise ou analysée si l'on ne fait pas référence au rôle des États de la triade (États-Unis, Union Européenne, Japon, rejoints dans un avenir rapproché par la Chine). Ces États jouent un rôle moteur dans la déréglementation, dans la gestion de la dette des pays du Sud, mais aussi dans l'établissement de stratégies économiques internationales (par exemple dans le domaine des matières premières et de l'agriculture). Le fait qu'ils aient entre eux des relations de concurrence en matière éco-

nomique et fiscale ne doit pas masquer qu'ils exercent une véritable tutelle sur une grande partie des États de la planète et cherchent sans cesse à la renforcer, y compris par le biais d'aides financières ciblées et liées. Face à cette structuration transnationale déséquilibrée et déséquilibrante, il est naturellement vain de vouloir revenir aux souverainetés nationales. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il faille abandonner les terrains nationaux et ne pas lutter contre les États tels qu'ils sont dans leurs interdépendances multiples. Dans les États du centre, la lutte contre les privatisations et les politiques de démantèlement social doit être accompagnée par une lutte contre les politiques d'immigration et les politiques commerciales ainsi que contre les opérations de police internationale. Dans les États dits de périphérie, la lutte contre les oligarchies satellisées doit chercher consciemment à s'appuyer sur ce qui se passe dans les pays impérialistes.

UNE AUTRE SOCIÉTÉ MONDIALE

Cet internationalisme serait inférieur à sa tâche s'il ne dessinait pas dès maintenant les contours d'une autre société mondiale, non à partir d'une

épure abstraite, mais à partir de ce que Hegel appelle la négation déterminée. La transformation sociale (la marche vers le communisme) ne relève pas de plans élaborés en chambre, d'organigrammes, mais de processus qui dans les différents domaines s'opposent à la logique de la valorisation capitaliste qui est une logique de la séparation et de l'affrontement dans la soumission à des machineries sociales qui sont comme des puissances étrangères au-dessus de la tête des hommes. Au contraire, la logique de la négation déterminée est une logique du rassemblement, de la prise en charge collective et de la démarchandisation. Il ne s'agit pas de réformer l'économie pour la faire mieux fonctionner, il s'agit de réorienter la production sociale de façon à ce qu'elle cesse d'être production de capital, de valeurs et de plus-values pour devenir production de rapports sociaux. La production pour la satisfaction des besoins ne s'opère plus dans le cadre d'une économie autono- misée, elle se présente comme une production de biens et de services, de valeurs d'usage sans valeurs marchandes. Elle est le support d'échanges libérés des contraintes de la valorisation, elle ne suppose pas de planification centrale lourde et pesante, mais de multiples procès de

concertation, des formes souples et mobiles d'appropriation sociale. Cela ne veut certainement pas dire que les choses se feront sans difficultés et que l'humanité ne connaîtra pas des problèmes graves, mais ces derniers pourront être affrontés directement sans interférences de machineries sociales incontrôlées, sans soumission à des symboliques meurtrières (de l'entrepris, de la puissance, de la croissance à tout prix etc.).

Si l'on retient ces perspectives, il est clair que les trotskystes, pour faire face aux défis du XXI^e siècle, ne peuvent se contenter de s'adapter empiriquement aux événements et aux contextes. S'ils veulent que leur trotskysme serve au renouvellement des orientations révolutionnaires, ils doivent lui faire subir de profondes mutations. Il n'y aura pas en effet de politique internationale capable de s'opposer aux politiques de la mondialisation capitaliste sans que se coordonnent des forces anticapitalistes et révolutionnaires armées de nouvelles conceptions politiques et stratégiques et capables de préparer l'avenir. Pour reprendre un terme de Walter Benjamin, ce qu'il faut mettre à l'ordre du jour, c'est la sortie de la continuité catastrophique de l'histoire et des spirales régressives.